

" Entretien

JUAN CARRERO ■ CANDIDAT AU PIX NOBEL DE LA PAIX

"Mallorca, fer de lance de la justice internationale"

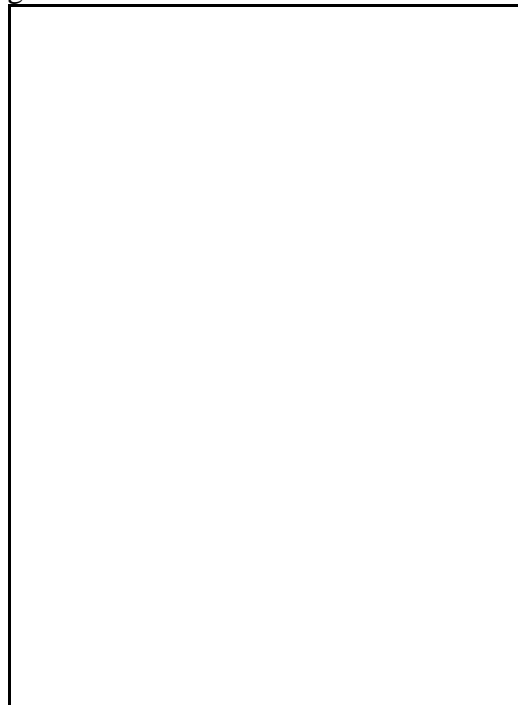
Le président du Forum constitué pour obtenir le jugement du génocide perpétré dans les Grands Lacs se réjouit de la première victoire judiciaire

MATEU FERRER. Palma

L'Occident a détourné les yeux, mais comment oublier ces images de corps mutilés à coups de machette sur les routes du Rwanda ? Le 6 février 2008 a été l'un des jours les plus heureux de la vie de Juan Carrero, « un Majorquin peu versé dans les subtilités de la langue », comme il se définit lui-même. Ce jour-là, le magistrat de l'Audience nationale espagnole Fernando Andreu a établi un acte d'accusation contre 40 hauts responsables du

– **Quelles sont les conséquences de**

gouvernement



Le Nobel ne nous intéresse pas comme distinction mais comme instrument. Photo : Lorenzo

rwandais, les inculquant de l'un des plus importants génocides de l'histoire de l'humanité.

A l'origine de ce mandat d'arrêt international, une plainte présentée il y a trois ans par le Forum international pour la vérité et la justice dans l'Afrique des

cette décision du juge Andreu ?

– Nous nous trouvons devant une situation inédite, un mandat d'arrêt

Profil

Un lutteur « pour la vérité »

Juan Carrero Saralegui (Arjona, Jaén), aura 58 ans mercredi et réside à Majorque depuis 1962. En 1974, il s'est déclaré objecteur de conscience (le troisième d'Espagne) et, en 1992, il a créé avec d'autres compagnons la Fundació S'Olivar à Estellencs, qui veille pour pallier « la souffrance des plus démunis et préserver les valeurs ». Il préside le Forum pour la vérité et la justice dans l'Afrique des Grands Lacs (www.veritasrwandaforum.org), combat qui l'a conduit, en 1997, à réaliser un jeûne de 42 jours devant le Conseil des ministres de l'Union européenne à Bruxelles. En 2000, il a été proposé pour recevoir le prix Nobel de la paix.

Grands Lacs, présidé par Juan Carrero et dont le siège est à Majorque.

décerné contre tout un gouvernement extrêmement

puissant, appuyé jusqu'ici par les grandes puissances – États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Allemagne – qui jouent un rôle crucial dans la région africaine des Grands Lacs. Cette décision de justice dérange profondément la diplomatie espagnole. Le juge a certes respecté l'immunité du Président rwandais Paul Kagame, tout en le considérant comme le plus haut responsable du massacre, mais pensez que pour commencer, il a déclaré James Kabarebe, numéro 2 de Kagame et chef d'état-major rwandais, fugitif au regard de la justice. Jusqu'à présent, nous n'avions vu que des tentatives d'inculpation de dictateurs déjà retraités (Videla, Pinochet). Désormais, nous parlons de membres actifs et de haut rang d'un appareil politico-militaire.

– De toutes façons, ces criminels ne pourront être arrêtés que dans les pays reconnaissant Interpol. Quelles sont vos espérances de les voir jugés ?

– Nous n'ignorons pas qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, mais nous savons aussi que l'image de ces soi-disant sauveurs se détériore, et qu'un jour viendra où Kagame lui-même sera affaibli sur le plan politique. Plusieurs municipalités de Majorque et de la Péninsule, le Sénat lui-même et le Parlement ont demandé – toujours à l'unanimité – au

Gouvernement espagnol de prendre les mesures qui lui incombent pour que ces mandats d'arrêt soient effectifs. Malgré tout, les pressions doivent être renforcées étant donné que Zapatero n'a pas été capable de jouer son rôle. Il a maintenant la possibilité de le faire, dans le sillage d'Obama.

– Face à ce désintéret politique, comment a-t-il été possible, en revanche, que la justice espagnole intervienne sur la question du massacre des Grands Lacs ?

– Le Forum a commencé à se constituer en 2002 sur les conseils de notre ami Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix, et a regroupé des dizaines d'entités et organisations. Notre équipe juridique, dirigée par Jordi Palou-Loverdos, a alors commencé ses travaux. En février 2005, l'Audience nationale de Madrid a été saisie d'une plainte déposée au nom de membres du Forum et des familles des neuf Espagnols assassinés dans le conflit (six missionnaires et trois médecins coopérants). Tout juste trois ans plus tard, nous voyons le premier résultat. Cette décision du juge Andreu a une influence sur l'ONU et sur le Tribunal pénal international pour le Rwanda, très manipulé – la procureure Carla del Ponte a été destituée de son poste dès qu'elle a tenté de juger l'un des extrémistes de Kagame – et qui ne se penche que sur les

événements de 1994. En revanche, le juge Andreu enquête sur les crimes commis de 1990 à 2002.

– Peut-être du fait de l'éloignement, ce conflit reste l'objet d'une grande méconnaissance...

– La vérité officielle que l'on veut imposer est que le génocide a commencé le 6 avril 1994, lorsque l'avion qui transportait Juvénal Habyarimana, Président hutu du Rwanda, a été abattu. Les Hutus ont certes commencé les massacres à la machette (les « cent jours ») à compter de cette date mais les tueries systématiques dans la région ont débuté bien avant – octobre 1990 – et se sont poursuivies ensuite. Ces exterminations étaient toujours le fait de Tutsis extrémistes du Front patriotique rwandais (FPR), commandés par Kagame en personne.

– Les Majorquins ont-ils conscience de l'importance du processus qui a été engagé ici ?

– Majorque devrait être fière de voir le Forum, avec l'aide du Gouvernement autonome et du Fons Mallorquí de Solidaritat, marquer un jalon historique qui fait de nous le fer de lance de la justice internationale. Nous menons un combat pour que la vérité éclate, démontrant que l'on peut changer l'histoire. Et tout ceci se fait depuis Majorque.

« Sous le gouvernement du Parti populaire (PP) nous n'avons pas eu de subventions, nous avons été aidés par la Generalitat. Maintenant, le Consell nous apporte également des fonds »

« Le mandat d'arrêt décerné contre le Gouvernement rwandais a profondément dérangé la diplomatie espagnole. Zapatero ne joue pas le rôle qui lui incombe »

– **Bénéficiez-vous d'une aide des institutions baléares ?**

– Sous le gouvernement du Parti populaire (PP), nous avons été aidés par la Generalitat et par l'Agencia Española de Cooperación Internacional. Nous ne voulions pas non plus demander de l'argent au PP, étant donné son cruel appui à la guerre contre l'Irak. Tout ce chemin parcouru, dont le couronnement a été le dépôt de la plainte, a fondamentalement été rendu possible par le Fons Mallorquí, qui nous a accordé pendant trois ans une subvention de 60 000 euros par an. Il est financé essentiellement par le Consell de Mallorca [Conseil insulaire de Majorque] et aujourd'hui, avec Francina Armengol

[présidente du Conseil], nous recevons à nouveau une aide financière. Nous avons en outre demandé l'aide du Gouvernement autonome pour lancer d'autres projets dans la région, dont un en faveur des fillettes violées, ou encore une radio qui émettra dans toute la région des Grands Lacs, diffusant notre message de paix et de justice.

– **Vous venez de rentrer du Congo avec le sénateur Pere Sampol. Ce voyage officiel a-t-il été fructueux ?**

– Nous nous sommes rendus au Congo à l'invitation du Premier ministre, pour lui exposer les fruits actuels de notre combat pour la vérité. Nous étions également accompagnés par Josep Ramon Balanzat, directeur général de la Coopération du Gouvernement autonome, et par des représentants de victimes rwandaises et congolaises. Nous avons été reçus comme des alliés exceptionnels. Pensez que nous sommes allés là-bas avec un mandat d'arrêt contre leurs agresseurs. On parle beaucoup des massacres aveugles perpétrés au Rwanda. Ils ont fait plus de trois millions de morts, mais au Congo il y a eu plus de cinq millions de victimes (et il s'agit toujours de calculs à la baisse) dans un conflit que l'on a voulu présenter comme ethnique entre Hutus et Tutsis mais qui en réalité s'inscrit sur une toile de fond politique :

la lutte pour le contrôle des ressources minérales de la région (comme le coltan), si importantes pour les multinationales des nouvelles technologies.

– **En 2000, vous avez été proposé pour le Nobel de la paix. Des efforts sont-ils toujours faits en ce sens ?**

– Nous avons alors eu un appui très important, et oui, la candidature est toujours présentée chaque année. Ceci dit, le Nobel ne nous intéresse pas comme distinction mais comme instrument de changement, car cela renforcerait considérablement notre combat.

– **Avez-vous confiance en Obama ?**

– Nous n'ignorons pas sa volonté d'imprimer une nouvelle politique dans la région, mais le tout est de savoir s'il pourra y arriver, car les groupes de pression responsables de cette boucherie continuent d'exercer une influence au sein même du Gouvernement des États-Unis. Et Kagame est très machiavélique. N'oublions pas des multinationales comme American Field Mineral, née dans l'Arkansas de Bill Clinton, qui a dirigé le plan élaboré pour conquérir la région. Mais quelque chose est en train de changer, assurément, et la décision rendue par le juge Andreu a joué un rôle clé.